

Quelques notes sur la formation professionnelle agricole en Haïti¹

Note faisant suite à l'Atelier international d'échanges du réseau international FAR du 20 au 22 novembre 2012, Hôtel Mansel, Yaoundé, Cameroun sur « Les démarches de rénovation, de création et de mise en œuvre de dispositifs de formation techniques et professionnelles agricoles et rurales »

La formation professionnelle est coiffée par une entité nationale, l'Institut National de la Formation Professionnelle (INFP) qui relève du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP).

Au niveau de chaque ministère, il existe des structures, généralement des Directions techniques, qui s'occupent de la formation spécifique de leur secteur. En ce qui concerne le ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR), c'est la Direction de la Formation et de la Promotion de l'Entrepreneuriat Agricole (DFPEA)² qui a la responsabilité de la formation professionnelle agricole au niveau moyen (techniciens agricoles, agents agricoles, agriculteurs, recyclage de cadres).

La formation formelle de techniciens et d'agents agricoles et forestiers a été stoppée il y a environ 25 ans. Il y avait alors deux écoles moyennes d'agriculture, l'une à Port-au-Prince (sur le campus du ministère de l'agriculture) et l'autre sur le plateau central (la ferme de Papaye), ainsi qu'une dizaine de fermes agricoles de l'Etat, parfois plusieurs par région³, qui organisaient des formations techniques courtes pour les producteurs locaux. Des initiatives privées ont relayé ce déficit avec des résultats plus ou moins mitigés en ce qui concerne la qualité des cadres moyens formés.

Un diagnostic récent du secteur agricole a fait ressortir le manque de techniciens moyens de qualité et autrement formés par rapport au passé. Les différents écoles et centres de formation ont été répertoriés. Trois consultants furent recrutés avec le soutien du Département de l'Agriculture des États-Unis d'Amérique (USDA) avec le mandat de finaliser une activité initiée depuis quelques années et qui devait permettre de :

¹ Par Jean-Daniel Michel, Direction de la Formation et de la Promotion de l'Entrepreneuriat agricole, Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR).

² Nouveau nom de la Direction de la Formation et du Perfectionnement des Cadres (DFPC).

³ Le pays comprend quatre régions - Grand Sud - Ouest - Grand nord - Est -, elles-mêmes subdivisées en département (dix en tout, la diaspora pouvant constituer un onzième).

- (i) catégoriser les initiatives privées de formation ;
- (ii) recueillir des informations sur les curricula ;
- (iii) provoquer la réflexion sur la nécessité de réguler le secteur ;
- (iv) s'entendre sur un Plan Directeur de la Formation professionnelle agricole au niveau moyen.

Cela fut laborieux, mais ce niveau de formation relevant légalement et statutairement du ministère de l'Agriculture, les interlocuteurs ont réagi favorablement aux invitations qui leur furent adressées et on a abouti à la validation d'un Plan Directeur de la Formation professionnelle Agricole au niveau moyen. Une prochaine étape (début 2013) est la définition du Curriculum.

Les partenaires

Outre l'USDA qui a aussi mis à la disposition du Ministère quatre bourses de niveau Maîtrise dans des universités américaines en vue de préparer des Cadres formateurs dans les domaines spécifiques désignés par le Ministère, nous citerons :

- le ministère des Relations Internationales du Québec (MRIQ) qui a commandité, à travers l'Oxfam-Québec en Haïti, une étude détaillée pour la valorisation de la formation au niveau de l'une des structures de formation, qui dispose d'un montant de 5 millions de dollars pour sa mise en œuvre, mais nécessite des partenariats ;
- le ministère français de l'Agriculture qui a, en attendant la reprise de la formation des cadres moyens, offert à l'État trente bourses de niveau BTS (Brevet de Technicien Supérieur) au niveau du Réseau Antilles-Guyane, à raison de dix boursiers par promotion ; la 1^{ère} promotion a bouclé le cycle et les deux autres sont en 1^{ère} et 2^{ème} années ;
- la Banque Mondiale qui envisage de participer à la relance des formations en supportant les coûts de certains aménagements et certains équipements.